



Les salariés et leurs emplois méritent mieux qu'une approche déclamatoire, approximative et superficielle

France Énergie Éolienne comme le syndicat des énergies renouvelables ne cessent de vanter les emplois dans les énergies renouvelables. Pourtant, la question des emplois de la transition énergétique et des filières industrielles mérite mieux qu'une approche déclamatoire et superficielle. L'Alliance CFE UNSA Énergies appelle donc RTE à aller plus loin que l'étude de la filière électrique sur les emplois et les compétences qui vient d'être rendue publique, en tenant compte de leur coût, de leur pérennité et de leur qualification pour objectiver les scénarios de ses travaux prospectifs sur le mix électrique à 2050.



Dès le débat national sur la transition énergétique de 2013, chacun y allait de la vertu présupposée de son scénario en matière de création d'emplois, sans pour autant s'appuyer sur des études sérieuses. En 2015, ce sont 100 000 emplois en trois ans qui ont été promis par la Ministre tout à la promotion de sa loi pour la transition énergétique et la croissance verte. Face à tant d'effets d'annonces, l'Alliance CFE UNSA Énergies demanda en 2018 à la Commission européenne sur quelle analyse sérieuse reposaient les 900 000 emplois qui seraient créés en Europe grâce au Clean Energy Package... en vain.

Alors que nombre d'acteurs des énergies

renouvelables ne cessent de vanter les emplois qu'ils créent pour justifier les trajectoires de développement comme les très importantes subventions qu'ils réclament sans cesse aux pouvoirs publics, l'Alliance CFE UNSA Énergies considère qu'il est temps de disposer d'études sérieuses, objectives et approfondies sur les emplois liés la transition énergétique pour que les choix de politique énergétique reposent sur des éléments sociaux et industriels rationnels et indiscutables.

Dans cette perspective, elle salue les travaux prospectifs conduits dans le cadre de l'EDEC (Engagement de Développement de l'Emploi et des Compétences) de la filière électrique, auxquels elle a contribué et qui viennent d'être rendus publics. Pour l'Alliance CFE UNSA Énergies, ce sont bel et bien la rénovation énergétique des bâtiments, la mobilité mais aussi la décarbonation de l'industrie qui sont en volume les premiers moteurs des emplois de la transition énergétique.

Pour autant, l'Alliance CFE UNSA Énergies considère qu'il faut aller plus loin pour traiter les angles morts de ces travaux prospectifs. Quelle est la durée de vie de ces emplois, surtout s'ils se



concentrent sur la phase d'investissement et non l'exploitation ni la maintenance ? Quel en est le coût pour la collectivité s'ils reposent sur une fuite en avant dans l'investissement et un soutien financier public important ? Quelle en est la pérennité face aux aléas de conjoncture ?

De plus, la volonté de relocalisation et de réindustrialisation suppose de véritables filières industrielles à haute valeur ajoutée, avec des emplois de tous niveaux, y compris les plus qualifiés comme les ingénieurs, qui forment un écosystème allant de l'enseignement supérieur à la R&D. L'oublier, c'est la garantie de maintenir la France en situation de dépendance à des technologies et équipements conçus et fabriqués ailleurs, sans aucune structuration industrielle, comme dans certaines filières.

Dès lors, l'Alliance CFE UNSA Énergies demande à RTE, dans le cadre de ses travaux prospectifs sur le mix électrique en 2050 et de l'objectivation de ses



différents scénarios, d'aller plus loin que les approches déclamatoires et incantatrices de certains et de ne pas se contenter des derniers travaux de la filière électrique au risque de faire le pari d'emplois futurs incertains et surestimés et d'oublier l'importance des emplois des filières industrielles existantes.

C'est à cette condition que la question éminemment stratégique des emplois et des compétences sera enfin abordée avec le sérieux et la profondeur dus aux salariés.